« La protection sociale totale »

Les hospices pour grands mutilés de guerre dans l'Union soviétique des
années 1940

Beate Fieseler

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/9137>

DOI : 10.4000/monderusse.9137

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 20 septembre 2008

Pagination : 419-440

ISBN : 978-2-7132-2196-5

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Beate Fieseler, « « La protection sociale totale » », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 49/2-3 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 03 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9137> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.9137>

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_49&ID_ARTICLE=CMR_492_0419

« La protection sociale totale ». Les hospices pour grands mutilés de guerre dans l'Union soviétique des années 1940

par Beate FIESELER

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2008/2-3 - Vol 49

ISSN 1252-6576 | ISBN 9782713221965 | pages 419 à 440

Pour citer cet article :

—Fieseler B., « La protection sociale totale ». Les hospices pour grands mutilés de guerre dans l'Union soviétique des années 1940, *Cahiers du monde russe* 2008/ 2-3, Vol 49, p. 419-440.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

BEATE FIESELER

« LA PROTECTION SOCIALE TOTALE »

Les hospices pour grands mutilés de guerre dans l'Union soviétique des années 1940

Les témoignages de l'époque et les scènes littéraires de la vie quotidienne dans les grandes agglomérations russes de l'immédiat après-guerre offrent souvent des tableaux comme celui-ci : « Certains hommes revenaient du front sans bras ni jambes ; d'autres blessures encore faisaient partie du paysage de tous les jours. Les vétérans épingleaient leurs décorations avant d'aller mendier au coin des rues. On les voyait sur les marchés libres où ils essayaient de vendre leurs médailles, ou encore de vieux manteaux, bref tout ce qu'ils avaient réussi à rapporter de la guerre. »¹ Ces textes dépeignent les vétérans, comme souvent gravement mutilés, mendiant, ou « spéculateurs » faisant du petit commerce, ou encore perturbateurs alcoolisés, exhibant leurs moignons pour attirer sur eux l'attention et les aumônes. La presse de l'époque au contraire, largement empreinte d'une phraséologie triomphante, ne voulait rien savoir du prix à payer pour la victoire et passait sous silence les retombées dévastatrices de la guerre. Cependant, pour leurs contemporains, ces hommes que l'on appelait les « samovars » (car, amputés des bras et des jambes), se déplaçant péniblement sur des planches à roulettes qu'ils avaient fabriquées eux-mêmes, étaient une vision terriblement familière aussi bien que révoltante.

C'est l'un des paradoxes de l'histoire soviétique que ce problème de l'invalidité, qui a tant marqué le siècle, attire seulement aujourd'hui l'attention des chercheurs et puisse enfin être étudié. De fait, pendant des décennies, tout ce qui aurait pu jeter une ombre sur les performances de guerre de l'Union soviétique, était passé sous silence ou nié. Cela vaut aussi pour les victimes mutilées de la Grande Guerre patriotique. Très peu de travaux leur ont été consacrés et elles restent encore l'une

1. Arkadij N. Schewtschenko, *Mein Bruch mit Moskau*, Bergisch-Gladbach : Lübbe, 1985, p. 71.

de ces fameuses « taches blanches », terres inconnues de la gigantesque somme d'ouvrages dédiés à la Grande Guerre patriotique pendant la période soviétique.

Avant l'effondrement de l'Union soviétique, il existait un décalage extrême entre la formidable instrumentalisation de la guerre servant à légitimer le système et la dissimulation de son coût social. Les conséquences de la guerre sur les populations civiles et militaires du pays avaient donc été à peine traitées jusque-là. Il en est allé de même pour la période d'après-guerre qui, avec ses problèmes sociaux écrasants accompagnés de campagnes de répression et de la reprise des crimes politiques, était également affligée de nombreux tabous dont beaucoup depuis ont cependant pu faire l'objet de travaux².

Lorsque, à la faveur de la « révolution des archives », l'on put enfin combler les vides, les chercheurs s'intéressèrent tout d'abord aux victimes du stalinisme — les prisonniers de guerre rapatriés, les « travailleurs de l'est », les prisonniers dans les camps et les « peuples déportés ». On ignora les invalides de guerre qui, d'après la propagande, faisaient partie des favoris du régime, et ne furent manifestement pas considérés comme des victimes. Sans doute avaient-ils été au fil des décennies si bien effacés des récits de guerre mais aussi de la conscience collective, que leur existence marginale était devenue entre temps une « normalité » que plus personne ne remarquait. Les conséquences sociales de la guerre sont d'ailleurs très loin d'être bien connues. Les invalides de guerre soviétiques, mais aussi d'autres victimes de la guerre — les orphelins, les veuves, les évacués, les démobilisés — attendent encore un travail de fond sur leur histoire, avant que des travaux comparatifs sur le traitement des acteurs et des victimes de la guerre dans l'Europe d'après-guerre puissent être entrepris³.

Penser et reconnaître l'invalidité

Le présent article se propose d'éclairer à travers l'exemple des grands invalides de guerre, incapables de travailler en raison de leurs blessures et, pour certains,

2. Pour un survol de la question et une bibliographie très complète, voir les articles suivants : Beate Fieseler, « Innenpolitik der Nachkriegszeit 1945–1953 », in Stefan Plaggenborg, éd., *Handbuch der Geschichte Russlands*, T. 5 : 1945–1991 : *Vom Ende des Zweiten Weltkrieges bis zum Zusammenbruch der Sowjetunion*, Stuttgart : Anton Hiersemann, 2001, p. 36–77 ; pour une étude orientée vers l'histoire des mentalités et l'histoire sociale, voir Elena Ju. Zubkova, *Poslevoennoe sovetskoe obščestvo : Politika i povsednevnost' 1945–1953* [La société soviétique de l'après-guerre : Politique et quotidien, 1945–1953], M. : ROSSPEN, 2000.

3. Sur cet ensemble de thèmes, quelques études existent cependant : Mark Edele, *Soviet Veterans of World War II: A Popular Movement in an Authoritarian Society, 1941–1991*, Oxford : Oxford University Press, 2008 ; Juliane Fürst, « Between Salvation and Liquidation: Homeless and Vagrant Children and the Reconstruction of Soviet Society », *Slavonic and East European Review*, 86 (2), 2008, p. 232–258 ; Margaret K. Stolee, « Homeless Children in the USSR, 1917–1957 », *Soviet Studies* XL (1), 1988, p. 64–83 ; Marija R. Zezina, « Social'naja zaščita detej-siroť v poslevoennye gody (1945–1955) » [La protection sociale des enfants-orphelins dans les années d'après-guerre, 1945–1955], *Voprosy Istorii* 1, 1999, p. 127–136 ; Marina N. Potemkina, *Evakuacija v gody Velikoj Otečestvennoj vojny na Ural : Ljudi i sud'by* [L'évacuation pendant la Grande Guerre patriotique dans l'Oural : gens et destins], Magnitogorsk : Magnitogorskij gos. universitet, 2002.

nécessitant en outre des soins permanents, comment le système soviétique de protection sociale remplit sa mission et satisfait aux attentes suscitées pendant les années de guerre. De fait, les soldats, en général des hommes jeunes, avaient combattu au prix de leur intégrité physique pour la survie de l'État soviétique et pouvaient donc espérer à bon droit un traitement privilégié après la victoire. Cependant, pour faire reconnaître leur invalidité et déposer une demande de prestations sociales, il leur fallait tout d'abord être examinés par une commission spéciale de médecins et, suivant le degré d'incapacité au travail, être classés dans l'une des trois catégories d'invalidité. La première catégorie comprenait tous ceux ayant une incapacité totale de travail et nécessitant de surcroît des soins permanents. La seconde était destinée à ceux qui avaient, certes, une incapacité totale de travail mais dont l'état ne réclamait pas de soins permanents. La troisième catégorie, enfin, rassemblait ceux dont l'incapacité de travail n'était que partielle, pouvant exercer un métier moins qualifié que par le passé ou alors dans des conditions plus faciles et pour un salaire moins élevé⁴. Un grand blessé qui pouvait continuer à exercer le métier qu'il avait appris, n'avait pas droit au statut officiel d'invalidé de guerre et ne pouvait donc prétendre à aucune aide de l'État. D'après les données de l'époque, en 1948, environ 350 000 (soit 23 %) des 1 521 000 invalides de guerre de la Russie soviétique appartenaient aux deux premières catégories et étaient donc officiellement dans l'incapacité de travailler et 29 000 personnes relevant de la première catégorie (soit 1,9 %) dépendaient de soins permanents⁵.

Leur existence était assurée par une rente de l'État, calculée d'après leur salaire d'avant-guerre dans la mesure où ils avaient été ouvriers ou employés (à un taux de 100 % pour les premiers et de 75 % pour les seconds), cette rente était cependant d'un montant maximum de 400 roubles. Les paysans et les travailleurs non qualifiés reçurent respectivement quant à eux tout d'abord 150 et 120 roubles, puis, à partir de janvier 1946, 300 et 250 roubles⁶. Pourtant, malgré cette nette augmentation, les rentes d'invalidité ne suffisaient souvent pas à assurer le minimum existentiel de sorte que nombre d'invalides des deux premières catégories étaient obligés d'avoir recours à des aides extérieures. En effet, même les rentes d'invalidité les plus élevées étaient nettement inférieures au salaire moyen d'un ouvrier de l'industrie qui était d'environ 650 roubles par mois entre 1946 et 1950⁷.

Par ailleurs, tous les invalides n'avaient pas une famille à même de leur apporter une aide. Parfois, le contact avec les proches avait été totalement interrompu que ce

4. *Trudovoe ustrojstvo invalidov : Posobie dlja inspektorov otdelov social'nogo obespečenija* [La mise au travail des invalides : Manuel pour les inspecteurs des services de protection sociale], M., 1952, p. 29.

5. GARF-filial' (Gosudarstvennyj arhiv Rossijskoj Federacii — Archives d'État de la Fédération de Russie) A-413/1/234, l. 85 ; RGASPI (Rossijskij gosudarstvennyj arhiv social'no-političeskoj istorii — Archives d'État de Russie de l'histoire sociale et politique) 17/122/21, l. 84-86 ; RGASPI 17/122/71, l. 195-198 ; GARF A-413/1/460, l. 2, 4 ; RGASPI 17/131/36, l. 3, 10.

6. SP SSSR (Sobranie postanovlenij pravitel'stva SSSR — Recueil des résolutions du gouvernement d'URSS) 19, 1940, n° 465, point 7.

7. Donald Filtzer, *Soviet Workers and Late Stalinism: Labour and the Restoration of the Stalinist System after World War II*, Cambridge : Cambridge University Press, 2002, p. 235.

soit volontairement ou en raison des exodes, des évacuations et réévacuations qui suivirent l'occupation allemande (il n'y a pas eu, en Union soviétique, de dispositif de recherche comme celui de la Croix Rouge destiné à rassembler les familles). L'État soviétique se vit donc obligé d'offrir un toit et des soins au moins à ceux de ses anciens soldats qui ne pouvaient compter sur les leurs. Cependant, les institutions publiques étaient souvent dépassées par ces demandes et la « protection sociale » promise aux grands invalides de guerre se transforma en son contraire. Les doléances des pensionnaires ne sont pas les seules à en attester. S'y joignent en particulier les nombreux rapports de contrôle des hospices et internats pour invalides de guerre. Seules une poignée d'institutions furent jugées dignes de recevoir un avis au moins passable, sans parler de favorable. « Saleté, injures, vols — on ne voit que ça, voilà toute notre éducation. Il n'y a pas pire existence... Les invalides n'ont pas leur mot à dire. Autour d'eux, que des gredins et des voleurs », peut-on lire dans le témoignage d'un groupe d'invalides de guerre de l'internat de Suhotinka dans la région de Tambov, écrit au début de 1944⁸. Ce qu'ils disent là ne fait absolument pas figure d'exception mais semble au contraire avoir été la règle.

Les hospices pour invalides

Déjà avant la guerre il existait des institutions publiques de soin pour les malades isolés et les personnes âgées dans l'incapacité de travailler. Quand il ne s'agissait pas d'accueillir des patients privilégiés (fonctionnaires du parti, élite artistique et scientifique, haut gradés de l'armée) mais de simples citoyens soviétiques, ces institutions étaient gérées par le commissariat du Peuple à l'Assistance sociale, *Narkomsobes*, puis par le ministère de l'Assistance sociale, *Minsobes*, à partir de mars 1946. Les mailles de ce réseau étaient cependant très lâches et, à la fin de la guerre, on dénombrait seulement 281 hospices offrant un total de 41 709 places pour l'ensemble de la RSFSR, République socialiste fédérative soviétique de Russie⁹. Ainsi, en avril 1946, dans une communication interne destinée au conseil des ministres de l'URSS, Miterev, alors ministre de la Santé, y qualifie la vie de « mal organisée et terriblement primitive », car y étaient entassées des personnes d'origines, de cultures, de niveaux de formation et d'état de santé totalement hétérogènes¹⁰. Comme il l'expose plus loin,

8. Requête d'un groupe d'invalides au président du sovnarkom russe (sovet narodnyh komissarov — conseil des commissaires du Peuple), 14 janvier 1944 : GARF A-413/1/537, l. 182.

9. *Očerednye zadaci organov social'nogo obespečenija. Materialy Vserossijskogo soveščanija rukovodjaščih rabotnikov social'nogo obespečenija, maj 1945g.* [Tâches ordinaires des organes de la protection sociale : Documents de la réunion des responsables de la protection sociale de la Fédération], M., 1945, p. 51. Il faut y ajouter les maisons d'accueil ou de convalescence pour les enfants, totalisant environ 17 500 places.

10. GARF 5446/48/3242, l. 51, lettre du ministre de la Santé d'URSS, G. Miterev, adressée au conseil des ministres d'URSS en date du 10 avril 1946. À propos de la cohabitation des malades frappés d'affections psychiques et physiques, voir également GARF 5451/29/397, s.d., [1949], l. 82, « Spravka o rezul'tatah proverki raboty organov social'nogo obespečenija RSFSR po obsluživaniju imi invalidov Otečestvennoj vojny, invalidov truda i semej pogibših voinov »

la capacité d'accueil de ces hospices était très loin de couvrir les besoins considérablement accrus à la suite de la guerre. La plupart de ces institutions, destinées aux vieillards et aux invalides, n'étaient pas des centres de réadaptation offrant un suivi médical, mais de simples hospices pour ceux qui ne pouvaient exercer aucune « activité profitable pour la société ». Rapidement, leurs pensionnaires se virent stigmatisés et traités de « bouches inutiles » pour lesquelles l'État soviétique devait dépenser le moins possible. Seules les personnes qui n'avaient absolument plus aucune famille étaient prises en charge¹¹. En effet, les familles étaient légalement tenues de subvenir aux besoins de leurs membres dans l'incapacité de travailler et, étant donné la pénurie de capacité d'accueil, cette disposition valait également pour les grands invalides de la Grande Guerre patriotique¹² mais, parallèlement, on souhaitait trouver tout de même de meilleures solutions. Le séjour dans un hospice ne devait être qu'une phase du processus de réadaptation et non une solution de longue durée. Le 4 janvier 1942, dans un document classé « top secret », Grišakova, la commissaire du Peuple chargée de l'Assistance sociale, donna l'ordre aux institutions placées sous sa tutelle, de n'accepter dans les hospices publics que les invalides de guerre de la première et de la deuxième catégorie qui en faisaient expressément la demande et ne nécessitaient aucun traitement médical¹³. Toutefois, lorsque le nombre total des invalides de guerre, et donc celui des personnes dans l'incapacité de travailler et dépendantes de soins, augmenta nettement, le Conseil des commissaires du Peuple (SNK) décida, le 15 décembre 1942, de créer des « internats » spéciaux pour les invalides de guerre s'ajoutant aux places dans les hospices. Outre une prise en charge totale de leurs pensionnaires, ils devaient en premier lieu permettre de rétablir et de stimuler leur capacité de travail. Essentiellement pragmatiques et organisés dans un but médico-économique et non d'assistance, ils se concevaient comme des lieux de passage transitoires pour des invalides des deux premières catégories¹⁴ et se divisaient

[Rapport sur la vérification du travail des organes d'assistance sociale de RSFSR, effectué auprès des invalides de la Grande Guerre patriotique, des invalides du travail et des familles des morts à la guerre].

11. Dans une lettre au « très respecté camarade Stalin » en date du 21 février 1946 (donc avant la famine) écrite par Nina M. Subbotina, forcée à quitter sa maison de retraite de Peredelkino pour être reléguée dans une simple institution, celle-ci évoque une précédente requête des pensionnaires, jusque-là restée sans réponse : « Vous ne pouvez pas imaginer dans quelles conditions épouvantables nous vivons ici, comme nous avons faim, vraiment, sans exagérer, nous mourons de faim ! En comparaison, le vieil hospice à Peredelkino était un paradis... », RGASPI 558/11/895, l. 36.

12. GARF A-413/1/537, l. 32, rapport sur les hospices d'invalides de la région de Rjazan destiné à Suhov, s.d.. [fin 1943] ; GARF A-413/1/351, l. 24, rapport sur les activités de la Direction des hospices d'invalides pour l'année 1943 ; GARF 5451/29/330, l. 61, rapport sur les activités des hospices d'invalides dans la région de Volgoda, s.d. [fin 1949].

13. GARF A-413/1/234, l. 11-12, « O porjadke napravlenija invalidov Otečestvennoj vojny v special'nye doma invalidov » [Du placement des invalides de la Grande Guerre patriotique dans des hospices d'invalides particuliers].

14. SP RSFSR 7, 1942, n° 58, résolution SNK RSFSR n° 939, 15 décembre 1942, « Ob internatah dlja invalidov Otečestvennoj vojny » [Des hospices pour les invalides de la Grande Guerre patriotique]. En outre, le 29 mars 1943 fut nommé un nouveau directeur de l'administration des hospices d'invalides, T.V. Mironov, auprès du Narkomsobes de la RSFSR, qui était en même temps commissaire du Peuple adjoint à l'Assistance sociale, SP RSFSR 1943, n° 39, résolution du Sovnarkom RSFSR, n° 299.

en deux espèces : les « internats de travail » qui accueillaien les invalides de guerre à la locomotricité limitée et les « internats-hôpitaux » destinés aux aveugles, aux tuberculeux et aux malades psychiques¹⁵. Leur mission première était d'aviver les forces encore existantes de leurs pensionnaires par le travail et par des soins.

L'adoption de cette mesure accrut de façon dramatique le nombre d'invalides de guerre reconnus comme tels, qui passa de 202 482 en septembre 1942 à 405 481 en janvier 1943. 54,3 % d'entre eux, soit respectivement environ 110 000 et 219 000 personnes, relevaient des deux premières catégories d'invalidité. Pour l'année 1943, il avait été prévu de créer environ 24 180 de ces places d'internat en RSFSR : théoriquement un grand invalide de guerre sur cinq, puis un sur dix auraient pu en profiter. Dans les conditions extrêmes de ces années de guerre, le gouvernement imposait à son système de protection sociale une charge supplémentaire particulièrement lourde afin de réintégrer le plus rapidement possible les invalides des deux premières catégories dans la société et dans le monde du travail. La répartition devait être la suivante : 19 290 places dans les internats de travail et le reste dans les internats-hôpitaux, avec 2 655 places pour les tuberculeux, 1 135 pour les malades psychiques et 1 100 pour les aveugles¹⁶.

Les internats de travail et les internats-hôpitaux pour les invalides des catégories I et II

D'après leurs statuts, les internats de travail devaient accueillir, soigner et préparer à la réinsertion dans la vie active leurs pensionnaires invalides de guerre aux frais de l'État¹⁷. Pendant leur séjour, ils n'avaient droit à aucune rente, mais pouvaient percevoir 30 % des gains de la vente de leur production au sein des ateliers internes¹⁸. À l'issue d'une rééducation intense, tous les pensionnaires étaient censés être reclassés dans la catégorie III par une commission de médecins experts (VTK — Vračebno-Trudovaja Komissija) devant laquelle ils passaient pour des contrôles réguliers et devaient être réinsérés dans le monde du travail hors des internats¹⁹ ; cependant ils ne pouvaient pas quitter ceux-ci sans la preuve qu'ils détenaient un emploi²⁰. Une directive du Narkomsobes du 31 décembre 1942 rendit

15. SP RSFSR 7, 1942, n° 58, Annexe n° 2 à la résolution SNK RSFSR n° 939.

16. *Ibid.*, annexe n° 1 à la résolution SNK RSFSR n° 939.

17. *Ibid.*, annexe n° 2 à la résolution SNK RSFSR n° 939.

18. Le 8 mars 1945, la participation aux bénéfices augmenta, elle passa à 50 % et pour les aveugles à 100 %, ordonnance du SNK RSFSR, n° 505-r. in *Material'noe obespečenie pri invalidnosti, starosti, za vyslugu let i po slučaju poteri kormil'ca. Sbornik ukazov, postanovlenij i rasporyženij pravitel'stva prikazov i instrukcij ministerstv i vedomstv* [Assistance matérielle en cas d'invalidité, de vieillesse, d'ancienneté de service et de perte de support de famille. Recueil de textes gouvernementaux, ministériels et des services], M., 1948, p. 550–551. De plus, à partir de 1944, ils perçurent 25 % de leur rente.

19. SP RSFSR 7, 1942, n° 58, Annexe n° 2 à la résolution SNK RSFSR n° 939.

20. SP RSFSR 7, 1942, n° 58.

le directeur de l'internat personnellement responsable de l'obtention d'un poste de travail approprié pour ses pensionnaires²¹. Les statuts des internats-hôpitaux pour les malades tuberculeux entrèrent en vigueur le 24 avril 1943. Eux-aussi étaient tenus de proposer une formation à leurs pensionnaires en plus des soins²². De même, le Narkomsobes et le Narkomzdrav (commissariat du Peuple à la Santé) établirent au printemps 1943 les statuts des internats pour les malades psychiques des suites de guerre. Ne pouvaient y être admises que des personnes « calmes, disposant d'une capacité de travail suffisante, ne nécessitant ni thérapies spécifiques, ni soins permanents »²³. L'essentiel des soins pour ce type de patients consistait en une « thérapie rationnelle par le travail », adoptée en Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale comme thérapie de rééducation²⁴. Il s'agissait de mettre à profit l'effet bienfaisant de légers travaux dans un environnement familial (maison, verger, potager, atelier...), bienfaisant à la fois pour l'ensemble de l'organisme et pour les fonctions de certains organes particuliers, dans le but de restaurer plus rapidement et plus complètement la capacité de travail des patients. Parallèlement au nouveau système de classification des taux d'invalidité en trois catégories introduit en 1932, axé autour de la production et non plus autour du corps et de la santé, ce que l'on appela la « mise au travail » (*trudoustrojstvo*) fut considéré comme la mesure la plus importante de réadaptation pour les intéressés et la mission première des organismes de protection sociale, la participation au processus du travail étant censée avoir des vertus curatives. Formulés dès les années 1930, ces nouveaux objectifs furent mis en pratique de force et en masse dans les années 1940 sur des millions d'invalides de guerre.

Sans doute certains blessés graves ont pu connaître une amélioration de leur état grâce à des traitements médicaux appropriés, une rééducation intensive et une alimentation suffisante, mais on se demande ce que sont devenus ceux qui revinrent de guerre malades chroniques, mutilés ou défigurés et démentirent la croyance soviétique de principe en la vertu curative de la thérapie par le travail pour les invalidités de guerre. Même en Union soviétique il y a eu forcément des victimes de la guerre qui, contre toute confiance optimiste dans le progrès, demeuraient « inutilisables » pour l'économie de guerre et la reconstruction, ne pouvaient plus

21. Directive du Narkomsobes RSFSR n° 123/0, 31 décembre 1942, *Material'noe obespečenie*, p. 565.

22. GARF A-482/47/1336, I. 1-2, « Položenie ob internatah bol'ničnogo tipa dlja invalidov Otečestvennoj vojny, bol'nyh tuberkulezom » [Situation des hospices médicalisés pour les invalides de la Grande Guerre patriotique souffrant de la tuberculose].

23. GARF A-482/47/3409, I. 14-15, « Položenie ob internatach bol'ničnogo tipa dlja psihičeskikh bol'nyh invalidov Otečestvennoj vojny, o. D. » [Situation des hospices médicalisés pour les invalides de la Grande Guerre patriotique atteints de troubles psychiques]. Les sources utilisées pour le présent travail n'ont pas donné d'autres indications sur le traitement des malades psychiques. On ne dispose pas non plus de chiffres sur le nombre de ces patients. Sur ce thème, voir Anna Krylova, « "Healers of Wounded Souls": the Crisis of Private Life in Soviet Literature, 1944-1946 », *Journal of Modern History*, 73, 2001, p. 307-331.

24. *Bol'saja Sovetskaja enciklopedija* [Grande encyclopédie soviétique], 2^e éd., t. 43, 1956, p. 333-334 ; S. G. Gellerštejn, *Lečenie trudom (Trudovaja terapija)* [La guérison par le travail (Thérapie par le travail)], M., 1946.

rien rapporter à l'État ni même vivre de la mendicité, mais dépendaient de soins constants. Ces victimes sont totalement passées sous silence dans les sources, si bien qu'on ne sait ni combien d'entre elles relevaient de ce « contingent oublié » des blessés de guerre, ni où ni comment elles végétèrent jusqu'à la fin de leurs jours. Celles qui avaient encore de la famille y passèrent le reste de leur vie, généralement à l'abri des regards étrangers. D'autres, exigeant des soins constants (par exemple amputés des deux bras et des deux jambes), firent connaissance à l'hôpital militaire d'une femme qui partagea le reste de leur vie et s'occupa d'eux²⁵. Mais il y a au moins autant de récits, de rimes cocasses et de chansons sur les mariages brisés à cause de l'invalidité d'un mari qui, obligé alors de se débrouiller seul, n'avait plus une bien longue espérance de vie²⁶. Ces malades incurables et ces grands blessés sans famille devaient être pris en charge par les hospices généralistes pour invalides, déjà surchargés²⁷. Juste après la guerre, quand le flot des nouveaux blessés se ralentit, certains hôpitaux prirent provisoirement en charge ces malades :

Je travaille comme chirurgien dans l'hôpital de la région. Les mutilés et les blessés graves qui n'avaient plus où aller et dont aucun proche ne voulait se charger furent répartis dans plusieurs villes. Il n'y avait pas suffisamment de maisons d'invalides, on n'en construisait pas encore de nouvelles, aussi restaient-ils dans les hôpitaux... Des aveugles, des paralytiques, des culs de jatte... Vous savez, nous n'avions pas de draps, pas de couvertures... Et parfois aussi pas assez à manger [...] ²⁸

En juillet 1945, Suhov, commissaire à l'Assistance sociale, signala au SNK russe que de nombreux invalides des deux premières catégories, censés sortir de l'hôpital parce que « guéris », se refusaient à obtempérer sous le prétexte qu'ils ne disposeraient pas d'une aide matérielle suffisante pour la difficile phase initiale. Les fonds

25. Vladimir Bessonov, *Vojna vseгда so mnoj* [La guerre est toujours avec moi], M., 1988. Presque tous les interlocuteurs de Bessonov, tous des invalides de guerre amputés des mains, durent à leur femme de pouvoir vivre en dehors d'un hospice. Beaucoup d'entre elles avaient fait connaissance de leur mari à l'hôpital où elles travaillaient comme infirmière ou secouriste. Voir également Svetlana A. Alexijewitsch, *Der Krieg hat kein weibliches Gesicht*, Berlin : Berliner Taschenbuch Verlag, 2004, p. 13, où l'on voit que, même très gravement mutilés, les hommes pouvaient fonder une famille, car suffisamment de femmes seules y aspiraient.

26. Entretien avec Aleksandra Fëdorovna Gridčina, village de Parevka, région de Tambov, 20 juin 2001. Âgée de 86 ans alors, elle connaissait nombre de chansons et bouts rimés sur ce thème. Voir également Lev N. Puškarëv, *Po dorogam vojny : Vospominanija fol'klorista-frontovika* [Sur les chemins de la guerre : souvenirs d'un folkloriste-combattant], M. : Rossijskaja Akad., 1995, p. 34-45 ; Vera S. Dunham, *In Stalin's Time : Middle Class Values in Soviet Fiction*, Cambridge : Cambridge University Press, 1976, p. 50-51, 214-215 ; Wanda Wassilewskaja, *Einfach Liebe*, Berlin, 1946 et « Kogda zagoritsja svet. Povest » [Quand le jour se lèvera. Nouvelle], *Zvezda*, n° 11, 1946, p. 3-81 ; n° 12, 1946, p. 3-73.

27. Les archives des forces armées de l'URSS n'étant pas ouvertes aux chercheurs, nous n'avons pas pu déterminer si le ministère de la Défense, en charge de l'assistance aux officiers et haut gradés, entretenait des institutions de soins réservées à ces catégories.

28. D'après le récit d'un participant à la guerre, Nikolai Sevastjanovič Kulašenko, in *Im Banne des Todes : Geschichten russischer Selbstmörder*, enregistrement de Swetlana Alexijewitsch, Francfort-sur-le-Main, 1994, p. 43.

du Narkomsobes destinés à ce type de versements uniques, s'amenuisaient d'année en année et, en 1945, il ne disposait plus que de 72 roubles par personne, une somme insuffisante pour vivre ou pour mourir²⁹.

Des institutions sous-occupées

Alors que les hospices d'invalides non spécialisés, en fait le réseau d'institutions existant déjà avant-guerre, étaient continuellement surchargés, paradoxalement, les internats-hôpitaux et les internats de travail conçus spécialement pour les invalides de guerre connurent dès leurs débuts un taux d'occupation continuellement trop bas. Selon Grišakova, le commissariat du Peuple à l'Assistance sociale avait créé 17 882 places pour les invalides de guerre dont seulement 36,2 %, soit 6 470, étaient occupées³⁰. D'après des rapports locaux on sait que ces places étaient réellement et pas seulement sur le papier, mais étaient insuffisamment utilisées. Ainsi, dans la république autonome des Mari, pendant les huit premiers mois de 1942, les bâtiments prévus restèrent presque entièrement vides³¹. De même dans la région de Molotov, où sept institutions spécialement destinées aux invalides de guerre avaient été aménagées, le taux d'occupation oscilla entre 22 % et 76 % jusqu'en novembre 1942³². Dans la région de Kirov ce n'était pas mieux, le 1^{er} décembre 1942 seules 321 des 910 places créées étaient occupées³³. C'était encore pire dans la région d'Arhangel'sk, où une institution prévue pour 450 patients n'en hébergeait que 29³⁴.

Au 1^{er} janvier 1944, le réseau nouvellement organisé comprenait 136 institutions spécialisées, soit 19 517 lits, occupés pour un peu plus de 50 % d'entre eux (9 811 lits). 107 étaient des internats de travail avec 16 633 places et un taux d'occupation de 48,8 %, 29 étaient des internats-hôpitaux, avec un taux d'occupation un peu plus élevé de 58,5 %. Les six institutions pour aveugles déjà existantes étaient même occupées à 71,6 %. Le Narkomsobes s'efforçait de prouver que le taux d'occupation réel de ces institutions était beaucoup plus élevé que ces chiffres ne le laissaient penser et soulignait qu'en 1943, 20 000 patients supplémentaires y

29. GARF A-413/1/651, l. 96, lettre de Suhov à Kosygin, juillet 1945.

30. D'après la commissaire à l'Assistance sociale Grišakova, RGASPI 603/1/3, l. 42, « O hode organizaciji domov invalidov Otečestvennoj vojny po sisteme Narkomata Social'nogo Obespečenija RSFSR na 15 sentjabrja 1942 goda » [De l'organisation des hospices d'invalides de la Grande Guerre patriotique selon le système du commissariat au Peuple à l'Assistance sociale de RSFSR du 15 septembre 1942].

31. RGASPI 603/1/3, l. 140, lettre du président du Comité d'aide aux blessés de la république des Mari, Čeboksarov, à A.A. Andreev, août 1942.

32. *Ibid.*, l. 191, lettre du secrétaire du Comité régional du parti de la région de Molotov, Gusarov, à A.A. Andreev, 28 novembre 1942.

33. *Ibid.*, l. 196, lettre du vice-président du Comité d'aide aux blessés de la région de Kirov, Petuhova, à A.A. Andreev, 30 novembre 1942.

34. *Ibid.*, l. 197, lettre du président du Comité d'aide aux blessés de la région d'Arhangel'sk, Vlasov, à A.A. Andreev, 28 novembre 1942.

avaient séjourné provisoirement³⁵. De l'avis des services sociaux, il ne s'agissait en aucun cas de capacités d'accueil excédentaires, mais de difficultés transitoires de mise en place, d'organisation et de communication dans l'exploitation de ces nouvelles institutions dont il fallait d'abord faire connaître l'existence pour les remplir peu à peu de patients. Cependant, beaucoup de jeunes hommes fraîchement démobilisés pour invalidité, devant tout d'abord s'accommoder d'un destin contraire, trouvaient sans doute plus tentant de mener une vie libre sur les marchés en compagnie de leurs compagnons de misère, au sein d'un quotidien ordinaire, plutôt qu'une existence retirée dans un internat pour invalides de guerre. On peut donc supposer qu'ils refusaient tout simplement d'intégrer ces institutions. Comme on ne pouvait les y contraindre, la demande resta faible et beaucoup des places créées dans ces internats restèrent inoccupées.

L'intérêt limité des invalides de guerre fut certainement la raison principale pour laquelle les services sociaux commencèrent à réduire les capacités d'accueil des internats de travail et des internats-hôpitaux dès 1944, au lieu d'octroyer systématiquement les nombreuses places libres à des candidats nécessitant une réadaptation³⁶. Au 1^{er} juillet 1944, 102 internats avec seulement 16 948 places, occupées seulement à 42 %, relevaient encore du Narkomsobes³⁷. Au 1^{er} juin 1948, leur nombre s'était réduit à 61 avec 3 371 places occupées, soit un taux d'occupation de 74,5 %³⁸. D'autres causes encore peuvent être à l'origine de la nette diminution du nombre de places proposées : le retour dans les zones libérées, les regroupements familiaux à la suite de la réévacuation, la réévaluation à la baisse des catégories d'invalidité I et II par la VTK, mais aussi les guérisons et les décès. Il faut également tenir compte des coupes drastiques effectuées par l'État en 1948 dans les fonds alloués au Narkomsobes³⁹, qui laissent penser qu'au moins une partie des suppressions de lits résultait de mesures d'économie. L'hypothèse des économies forcées est confirmée par le fait que les places d'internats dont on n'avait pas besoin ne profitaient aucunement aux institutions pour les personnes âgées ou pour les invalides en général, alors que

35. GARF A-413/1/351, l. 23-24. Dans une lettre confidentielle destinée au comité central, Suhov évoque les chiffres suivants pour 1943 : 110 internats pour les invalides de guerre, avec 24 636 lits, dont 9 000 seulement, soit 36,5 %, étaient occupés, RGASPI 17/131/36, l. 24.

36. Des plaintes s'étaient déjà élevées, stigmatisant de soit-disant invalides des deux premières catégories, en fait tout à fait capables de travailler, qui seraient entretenus presque luxueusement dans des institutions de l'État, ce qui ne pourrait manquer de « produire des fainéants et des bons à rien », RGASPI 603/1/3, l. 84-85, lettre d'Abramova au président du Comité d'aide aux blessés A.A. Andreev, avril 1942.

37. GARF 5446/46/3380, l. 76, « Spravka o količestve domov invalidov, detdomov, internatov, domov otdyha i sanatoriev sistemy Narkomsobesa RSFSR i zapolnenii ih obespečivae-mymi na 1-oe ijulja 1944 goda » [nombre d'hospices d'invalides, orphelinats, internats, maisons de repos et de santé du Narkomsobes de RSFSR et leur taux de remplissage au 1^{er} juillet 1944]. Pour 1944/1945, Suhov évoquait 95 internats avec 11 630 places, occupées à 46,1 %, RGASPI 17/131/36, l. 25. Par comparaison, le taux d'occupation de l'ensemble des hospices d'invalides du Narkomsobes se situait entre 76 et 78 % : *Ibid.* l. 76 ; *Očerednye zadači...*, p. 41.

38. RGASPI 17/131/36, l. 25, rapport confidentiel de Suhov pour le comité central.

39. *Ibid.*, l. 26.

celles-ci en manquaient cruellement dans la seconde moitié des années 1940⁴⁰. C'est certainement pour cette raison que les conditions d'accès rigoureuses aux hospices et aux internats d'invalides du Minsobes furent encore renforcées en avril 1948. Seuls les invalides des deux premières catégories, dans l'isolement le plus complet et incapables de travailler, pouvaient y prétendre⁴¹. Les autres devaient être pris en charge par leurs familles, même si celles-ci avaient à peine de quoi vivre. Malgré tout, à la fin des années 1940, beaucoup des institutions existant déjà avant-guerre, étaient tellement surpeuplées qu'elles étaient obligées de refuser les nouvelles demandes ou de les placer sur des listes d'attente⁴².

Même si l'on ne peut pas évaluer exactement leur nombre, beaucoup de ces laissés-pour-compte vinrent s'échouer à la marge la plus démunie de la société où se recrutaient mendiants et sans-abris. Ces phénomènes officiellement tabous prenaient cependant une ampleur de plus en plus ostensible. C'est pourquoi, à l'été 1951, le conseil des ministres et le présidium du Soviet Suprême eurent recours à la stratégie éprouvée qui consistait à combattre non pas les causes de ces évolutions sociales indésirables, mais leurs victimes. Au lieu de faire demi-tour et d'amorcer une nouvelle politique sociale, les décisions de juillet 1951 appelèrent à la lutte contre les « éléments parasites anti-sociaux ». À la différence des campagnes de 1948, elles visaient en premier lieu la population pauvre et sans domicile fixe des villes — et parmi elle, beaucoup d'invalides, de guerre ou non, et de personnes âgées — que la milice devait appréhender et arrêter⁴³. Ce n'est qu'en 1952-1954 que l'on fit des projets de densification du réseau très lâche d'hospices pour invalides et personnes âgées, mais les constructions effectives demeurèrent bien en deçà des objectifs⁴⁴.

40. Margarita S. Zinič : *Budni voennogo liholet'ja 1941–1945* [Les années terribles de guerre au quotidien, 1941-1945], M. : Rossijskaja Akad. Nauk, 1994, p. 30. L'auteur parle d'un total de 48 276 pensionnaires dans les institutions du Narkomsobes au 1^{er} janvier 1946. D'après la ministre de l'Assistance sociale de la RSFSR, N. Murav'eva, 8 août 1953, 55 184 personnes vivaient aux frais de l'État dans les hospices de personnes âgées et d'invalides au 1^{er} juillet 1953, GARF 5446/87/2126, l. 3. Le 16 février 1946, Ol'ga M. Hvastova, retraitée, demande à Stalin qu'il y ait davantage d'hospices de personnes âgées, RGASPI 558/11/895, l. 58.

41. Venjamin F. Zima, *Golod v SSSR 1946–1947 godov : Proishozhdenie i posledstvija* [La famine en URSS en 1946-1947 : Causes et conséquences], M. : Rossijskaja Akad. Nauk, 1996, p. 218.

42. GARF 5451/29/332, l. 21-22, « Ob itogah proverki Brjanskogo regionnogo otdela social'nogo obespečenija po obsluživaniju invalidov Otečestvennoj vojny, semej pogibših i pensionerov truda, 1949 » [Résultats du contrôle du service d'assistance sociale de la région de Brjansk dans l'aide apportée aux invalides de la Grande Guerre patriotique, aux familles des victimes et aux retraités, 1949] ; GARF 5451/29/397, l. 186, « Obsluživanie i napravlenie v dom invalidov » [Assistance et placement dans les hospices d'invalides], région de Tula 1949. Cet état de choses perdura jusqu'au début des années 1960, « Spravka o nedostatkah ob obsluživanii obespečivaemyh v domah invalidov i prestarelyh Voronežskoj regionu, 1962 » [Insuffisances de l'assistance aux patients dans les hospices d'invalides et les maisons de retraites de la région de Voronež, 1962], GARF 5451/29/873, l. 23 ; Zima, *Golod v SSSR...*, p. 221, 225.

43. *Ibid.*, p. 217.

44. *Ibid.*, p. 225-227.

L'hospice au quotidien : la nourriture

Dans les internats destinés spécialement aux invalides de guerre, les pensionnaires, jeunes, potentiellement capables de travailler, présents seulement pour un temps, devaient être nettement mieux nourris que les occupants permanents « inutiles » des hospices de type général. On comptait rétablir leur capacité de travail rapidement et suffisamment pour qu'ils ne relèvent au plus que de la troisième catégorie d'invalidité et qu'ils puissent couvrir leurs frais de séjour par le fruit de leur propre travail. Mais, malgré le taux d'occupation très bas de ces internats spécialisés, leurs pensionnaires ne bénéficiaient en rien d'un traitement de faveur. Jusqu'en novembre 1943 il n'y eut même pas de norme de ration alimentaire homogène. Au contraire, c'étaient les comités exécutifs locaux qui décidaient du nombre de calories et du coût de la ration quotidienne. À cause du manque de directives, l'alimentation des invalides de guerre⁴⁵, hétérogène sur le plan régional, mais mauvaise absolument partout, donnait lieu à un si grand nombre de réclamations⁴⁶ que le Comité national de défense (GKO — Gosudarstvennyj Komitet Oborony) fixa des normes alimentaires homogènes le 12 octobre 1943⁴⁷. Celles-ci prévoyaient des rations alimentaires de 2 704 calories par jour pour les invalides de guerre et de seulement 2 371 calories pour les autres pensionnaires⁴⁸. Le 1^{er} septembre 1953, plus de huit ans après la fin de la guerre et quelques mois après la mort de Stalin, la nouvelle ministre de l'Assistance sociale, N. Murav'eva⁴⁹ mit fin au régime alimentaire du temps de guerre dans les hospices pour invalides du Narkomsobes. Les multiples baisses des prix de l'alimentation depuis 1948 bénéficièrent enfin aux pensionnaires sous forme d'une amélioration de la nourriture. Désormais, tous avaient droit à une ration de 2 958 calories par

45. N.P. Paleckih parle de 1,8 kg de viande ou de poisson, 0,4 kg de matières grasses et 0,4 kg de sucre par mois, N.P. Paleckih, « Social'naja pomošč' invalidam Velikoj Otečestvennoj vojny na Urals v 1941-1945 gg. » [L'aide sociale aux invalides de la Grande Guerre patriotique en Oural en 1941-1945], in Andrej P. Abramovkij, éd., *Očerki istorii gorozavodskogo Urala : mežvuzovskij sbornik naučnych trudov* [Essai d'histoire de la région minière de l'Oural : recueil de travaux de recherche], Čeljabinsk, 1996, p. 97.

46. Zinič, *Budni voennogo liholet'ja*, p. 30.

47. RGASPI 644/1/162, l. 163, 178, résolution GKO n° 4311 « Ob uveličenii proizvodstva protezov i ulučenii obsluživanja invalidov Otečestvennoj vojny » [De l'augmentation de la production de prothèses et de l'amélioration de l'assistance aux invalides de la Grande Guerre patriotique], 12 oct. 1943. Par l'injonction n° 175 en date du 15 octobre 1943, le Narkomsobes introduisit les nouvelles normes à appliquer à partir du 1^{er} novembre 1943 pour tous les invalides de guerre vivant dans des internats, GARF A-413/1/341, l. 87, « O meroprijatijah po ulučeniju material'nyh uslovij v internatah dlja invalidov Otečestvennoj vojny » [Mesures pour l'amélioration des conditions de vie matérielles dans les internats pour invalides de la Grande Guerre patriotique].

48. GARF 5446/87/2126, l. 20, « Rasporjaženie Soveta Ministrov SSSR n° 10702-r » [Ordonnance du Conseil des ministres de l'URSS n° 10702-r], 14 août 1953 ; *Ibid.*, l. 2, « Rasčët dejstvjuščih i proektiruemyh norm pitaniia invalidov v učreždenijah sobespečenija po kalorijnosti » [Liste des normes caloriques existantes ou projetées de la nourriture des invalides dans les établissements d'assistance sociale].

49. La date exacte de son entrée en fonction n'a pu être déterminée précisément, mais une note du 8 août 1953 porte sa signature, GARF 5446/87/2126, l. 3.

jour⁵⁰. Pendant la guerre, comme après-guerre, ces normes alimentaires (d'un point de vue strictement quantitatif et non qualitatif) correspondaient à peu près à celles appliquées aux prisonniers du Goulag, à la différence près que ceux-ci devaient s'acquitter pour cela de travaux physiques pénibles et remplir l'objectif fixé à au moins 100 %, dans ces conditions ils souffraient constamment de la faim⁵¹.

Que la composition et le calibrage des rations quotidiennes fussent réglées sur le papier dans leurs moindres détails depuis 1943 ne signifiait absolument pas que les pensionnaires en profitaient. De plus, après l'homogénéisation des rations, les directeurs de centres et leurs employés emportaient dans leurs propres réserves beaucoup des provisions épargnées par les rats, les souris, les cancrelats et les mouches⁵², ou les vendaient sur les marchés. Une part aussi revenait aux inspecteurs de l'Assistance sociale qui, en contrepartie, fermaient les yeux sur les abus relevés au cours de leurs tournées d'inspection régulières⁵³. Mais même en dehors de toute question de prévarication, ni les services sociaux ni le commissariat du Peuple n'exerçaient de véritable contrôle sur l'alimentation des pensionnaires de ces institutions⁵⁴. Certes, dans le rapport d'activité pour l'année 1943 de l'administration des hospices d'invalides du Narkomsobes, on peut lire que l'introduction de normes alimentaires homogènes a mis fin aux plaintes concernant la nourriture⁵⁵. En mai 1945, le commissaire du Peuple adjoint à l'Assistance sociale, Padenov, alla même jusqu'à se féliciter de l'amélioration de l'alimentation et du recul des doléances⁵⁶ alors que le gouvernement central recevait bien des requêtes, et parmi elles des protestations collectives. Ainsi, plusieurs pensionnaires de l'internat de Suhotinka dénoncèrent le vol systématique de nourriture par la direction et la corruption d'une des collaboratrices du Narkomsobes, qui n'avait fait que « passer le bout de son nez et était repartie avec un

50. GARF 5446/87/2126, l. 20 ; *Ibid.*, l. 2.

51. Meinhard Stark, *Frauen im Gulag : Alltag und Überleben 1936 bis 1956*, München-Vienne : Hanser, 2003, p. 229.

52. GARF A-339/1/3016, l. 11, « O rezul'tatah proverki Alupkinskogo internata invalidov Otečestvennoj vojny Krymskogo régionnogo otdela social'nogo obespečeniya » [Résultats des contrôles menés à l'internat d'invalides de la Grande Guerre patriotique d'Alupkin du service d'assistance sociale de Crimée].

53. GARF 5451/29/397, l. 83, résultats du contrôle du travail des services sociaux de la RSFSR, 1949.

54. RGASPI 17/117/518, l. 178, plainte collective des invalides de guerre de l'hospice de Starickij-Heim, région de Kalinin, 19 mai 1945 ; GARF 5446/48/3242, l. 15-14, requête de Nikolaj F. Malénkin, invalide de guerre, 22 octobre 1945 ; GARF 5451/29/330, l. 56-57, rapport sur les hospices d'invalides de la région de Vologda, 1949 ; GARF 5451/29/397, l. 85, résultats du contrôle du travail des services sociaux de la RSFSR, 1949.

55. GARF A-413/1/351, l. 25. Mais sur la page suivante on évoque 40 plaintes venant de 36 hospices différents et concernant toutes la mauvaise qualité de la nourriture. Dans le rapport d'activité de son administration pour l'année 1944, Suhov passe totalement sous silence les internats et les hospices d'invalides, GARF A-413/1/460.

56. I.V. Padežnov, « Zadači pensionnogo i material'no-bytovogo obsluživaniya invalidov » [Les devoirs de l'assistance matérielle quotidienne aux invalides] in *Očerednye zadači...*, p. 43. Cependant, lors de la même réunion, le vice-président du SNK russe, Starotoržskij, critiqua le fait que les institutions ne dépensent pas la totalité du budget prévu mis à leur disposition, *Ibid.*, p. 52.

grand panier plein de victuailles »⁵⁷. Une enquête diligentée en retour conclut que les invalides de guerre, logés dans un ancien cloître avec d'autres invalides dont ceux du travail, recevaient certes des repas spéciaux (ce qui, dans des institutions « mixtes » était souvent facteur de troubles internes)⁵⁸, mais se plaignaient à juste titre de la maigreur des quantités et de la mauvaise qualité de la nourriture⁵⁹. Une requête adressée au SNK central le 22 octobre 1945 dénonçait les manœuvres dont étaient victimes les invalides qui vivaient dans un hospice de la région de Kursk : « Que c'est dur et insupportable pour des invalides isolés et sans famille de vivre dans un hospice pour invalides » peut-on y lire. En 1944, les pensionnaires avaient fait beaucoup de plantations dans les parcelles appartenant à l'hospice dans l'espoir de récolter et de manger bientôt le fruit de leur travail (pommes de terre, betteraves, céréales) mais le directeur s'empara de toute la récolte. De plus, il privait régulièrement les pensionnaires aveugles d'une partie de leurs repas : « Ils n'ont pas suffisamment à manger et à boire, ils ont faim et froid, mais, menacés de renvoi, ils préfèrent se taire. Tous ont peur d'être renvoyés, tous se taisent. »⁶⁰

Carences et arbitraire

Les déficiences alimentaires n'étaient qu'un des nombreux problèmes permanents. Les défaillances relevées par les inspecteurs dévoilaient crûment l'effroyable misère, mais aussi l'arbitraire, la corruption et la grossièreté qui étaient le lot quotidien des hospices. Ces institutions étant le dernier souci des comités du parti et des soviets locaux, les dons et les visites de leurs « parrains » (entreprises, comités du parti et des syndicats, kolkhozes, etc.) diminuant nettement vers la fin de la guerre⁶¹, les conditions de vie y devinrent souvent scandaleuses. L'afflux de plaintes ne tarit donc pas. En règle générale le Narkomsobes, après des mois d'« instruction du dossier » pendant lesquels rien n'était entrepris, finissait par le transmettre au bureau local de l'Assistance sociale chargé des hospices. Mais ces bureaux ignoraient l'obligation générale qui intimait de « prendre des mesures »⁶². Le service des réclamations du

57. GARF A-413/1/537, l. 182, requête d'un groupe d'invalides au président du SNK russe, 14 janvier 1944.

58. Paleckih, « Social'naja pomošč' invalidam... », p. 96 ; GARF 5451/29/167, l. 136, « Po trudoustroistvu, material'no-bytovomu i medicinskomu obsluživaniju invalidov Otečestvennoj vojny v internate n° 2 » [De l'assistance médicale, matérielle, quotidienne et à la mise au travail des invalides de la Grand Guerre patriotique de l'internat n° 2], Moscou, s. d. [juin 1945].

59. GARF A-413/1/537, l. 166-167, rapport de Mironov, commissaire du Peuple adjoint pour l'Assistance sociale « O sostojanii Suhotinskogo internata invalidov Otečestvennoj vojny (Tambovskaja oblast') » [De l'état de l'internat d'invalides de la Grande Guerre patriotique de Suhotinka (région de Tambov)].

60. GARF 5446/48/3242, l. 15-13, requête de Malënkine.

61. On ne trouve trace d'un soutien matériel par quelques kolkhozes que dans un seul rapport venant de Stavropol', RGASPI 17/88/338, l. 9-10.

62. GARF A-339/1/3016, l. 12 ; RGASPI 17/117/638, l. 210-211, lettre du directeur du Service général du secrétariat technique du Bureau de l'organisation du comité central, Mahan'ko, au

Narkomsobes n'offrait lui aussi qu'un maigre soutien aux invalides de guerre et s'efforçait en premier lieu de protéger les chefs de service de la colère des visiteurs⁶³.

Par contre, quelques-unes des nombreuses réclamations adressées au Soviet Suprême, au ZK ou au SNK central, aboutissaient à une inspection en règle des hospices concernés par la direction du Narkomsobes, le commissariat du Peuple pour le contrôle de l'État (Narkomgoston) ou les syndicats qui, en général, confirmait le bien fondé des requêtes⁶⁴. Les carences constatées étaient le plus souvent les suivantes : les pensionnaires n'étaient suivis sur le plan médical que dans tout au plus la moitié des internats⁶⁵, et ce non par des médecins mais par de simples chirurgiens-barbiers militaires⁶⁶. Toutes les institutions, loin s'en faut, n'offraient pas de formation professionnelle⁶⁷ alors que ce devait être leur objectif principal. Certains internats étaient abrités dans des bâtiments en très mauvais état, dépourvus d'eau courante, de canalisations, de chauffage et d'électricité⁶⁸. Partout, le manque de linge, de vêtements et de chaussures était tel⁶⁹ que les pensionnaires évoluaient à

secrétaire du comité central, Kuznecov, 19 août 1946. Il proposait de faire intervenir le ministre du Contrôle de l'État de l'URSS, Mehliş, pour faire cesser les carences du traitement des plaintes. On ne sait pas ce qu'il advint de cette proposition

63. RGASPI 17/117/638, l. 212–214, lettre du président du SNK russe, Rodionov, au secrétaire du comité central, Ždanov, 20 septembre 1946 et décision n° 618 du 19 septembre 1946 « O faktah volokity i formal'nogo otnoşenija k rassmotreniju zajavlenij i zalob v Minsobesa RSFSR » [De la bureaucratie et des relations formelles dans le traitement des demandes et des plaintes déposées au Minsobes de RSFSR].

64. GARF A-413/1/537, l. 166–169, rapport du commissaire du Peuple adjoint à l'Assistance sociale, Mironov, « O sostojanii Suhotinskogo internata... », 23 mars 1944 ; RGASPI 17/117/518, l. 177–179, plainte collective d'invalides de guerre de la région de Kalinin, 19 mai 1945.

65. GARF A-413/1/351, l. 24 ; GARF 5446/44/976, l. 162, décision SNK RSFSR n° 366, 14 avril 1943 « O rabote Jaroslavskogo i Rjazanskogo oblispolkomov po social'nomu obespečeniju i trudoustrojstvu invalidov Otečestvennoj vojny » [De l'activité des comités exécutifs des oblasts de Jaroslavl' et Rjazan en matière d'assistance sociale et d'aide à la mise au travail des invalides de la Grande Guerre patriotique] ; GARF A-339/1/826, l. 16, « pièce » sur le contrôle des activités des organismes sociaux dans la région de Krasnojarsk, 19 juin 1943 ; GARF 5451/29/167, l. 137, rapport sur l'hospice d'invalides de Moscou n° 2, 1945 ; RGASPI 17/117/511, l. 108, lettre du directeur de la gestion des cadres, Petrov, au secrétaire du comité central, Malenkov, 25 avril 1945. Il en ressort que seuls 33 des 93 internats pour invalides de guerre disposaient des services d'un médecin ; GARF A-339/1/2266, l. 107, « pièce » sur un contrôle dans la région de Molotov, février 1946. Les carences du suivi médical des invalides de guerre vivant dans des hospices perdurèrent jusqu'en 1953 : propositions du vice-ministre de l'Assistance sociale, G. Kapranov, au comité du contrôle du parti du comité central du parti, pour l'amélioration du traitement des invalides par le ministère de la Santé, février 1953, GARF A-413/1/2364, l. 12.

66. GARF 5451/29/330, l. 56–57, sur les activités des hospices d'invalides de la région de Vologa, 1949.

67. GARF 5446/44/976, l. 161 ; GARF A-339/1/826, l. 23, « pièce » sur l'inspection de l'internat pour invalides de guerre de Minusinsk dans la région de Krasnojarsk, 8 juin 1943 ; GARF A-413/1/537, l. 33, rapport sur des hospices d'invalides dans la région de Rjazan', 1943.

68. GARF 5451/29/800, l. 15–16, rapport sur les hospices d'invalides du Minsobes, 1960.

69. GARF A-339/1/826, l. 16, « pièce » sur les résultats du contrôle du traitement des invalides dans la région de Krasnojarsk, juin 1943 ; *Ibid.*, l. 23, « pièce » sur les résultats de l'inspection de l'internat pour invalides de guerre de Minusinsk... ; GARF 5446/48/3245, l. 176, requête de l'invalides de guerre Viktor G. Gerasimov, de l'internat de Kuvakino en Tchouvachie. Rien n'avait changé à l'été 1948, rapport secret de Suhov au comité central, RGASPI 17/131/36, l. 26.

moitié nus et souvent pour cette seule raison ne pouvaient pas sortir pour être réinsérés dans le monde du travail⁷⁰. L'état sanitaire et le niveau d'hygiène de la plupart des internats étaient catastrophiques⁷¹. On lavait les patients à un rythme beaucoup moins fréquent que celui prévu de tous les dix jours (dans certains internats, il s'agissait même d'intervalles de plusieurs mois), on changeait très rarement les draps, et par manque de moyens pour chauffer suffisamment l'eau du lavage, ils revenaient de la blanchisserie grouillant de poux. Beaucoup de chambres fourmillaient de vermine⁷². Les malades les plus atteints et les grabataires étaient souvent confinés dans les pires des locaux dans lesquels ne pénétraient ni la lumière, ni l'air, ni la chaleur⁷³. Les autres chambres étaient sales elles aussi, mal aérées, humides et pourvues de très peu de mobilier⁷⁴. Les récipients à boire faisaient défaut, des bouteilles cassées ou des boîtes de conserve en tenaient lieu⁷⁵. Les directeurs changeaient fréquemment⁷⁶ et considéraient leur poste en premier lieu comme une excellente opportunité de réaliser des profits illégaux au détriment de leurs pensionnaires. Les employés puisaient régulièrement dans les réserves de nourriture et de vêtements⁷⁷ prévues pour les pensionnaires⁷⁸ et « nourrissaient » ceux-ci de vodka plutôt que de fruits et de légumes⁷⁹. Le personnel aussi s'adonnait à la boisson et, souvent, des querelles d'ivrognes éclataient entre ses membres et ceux qui étaient confiés à leurs soins⁸⁰.

Même les directeurs de centres intègres ne disposaient pas toujours de l'autorité et des moyens nécessaires pour rétablir l'ordre. On exigeait d'eux l'impossible : avec des collaborateurs mal payés⁸¹ et dans des conditions lamentables, il s'agissait de maintenir le moral, de former et même de discipliner « pour la compétition

70. GARF 5446/44/976, l. 161 ; RGASPI 603/1/3, l. 196.

71. GARF 5446/44/976, l. 147, lettre de Zemljačka aux SNK des républiques autonomes ainsi qu'à tous les comités exécutifs des régions et des *rajony*, avril 1943 ; GARF A-339/1/826, l. 16, 41, les hospices d'invalides dans la région de Krasnojarsk ; GARF 5451/29/330, l. 60, De l'activité de l'hospice d'invalides de Priluka, région de Vologda, 1949.

72. GARF A-413/1/363, l. 25, renseignements sur les activités des administrations d'Assistance sociale dans la région de Baškirie, septembre 1943 ; GARF A-339/1/3016, l. 11, rapport d'inspection sur un internat d'invalides en Crimée, 15 juillet 1947.

73. GARF 5451/29/330, l. 60 ; GARF 5451/29/397, l. 82, rapport sur le contrôle des activités des organismes sociaux en RSFSR, 1949.

74. GARF 5446/44/976, l. 147 ; GARF A-339/1/3016, l. 11.

75. GARF A-339/1/826, l. 41.

76. *Ibid.*, l. 16.

77. GARF 5446/48/3242, l. 15.

78. GARF A-339/1/826, l. 23, 41 ; GARF A-339/1/2266, l. 108, « pièce » sur le résultat du contrôle des activités des organismes sociaux dans la région de Molotov, 1945 ; Padežnov, 1945 in *Očerednye zadači...*, p. 44. Le problème dura jusqu'à la fin des années 1940, GARF 5451/29/330, l. 56 ; 5451/29/397, l. 189-190.

79. GARF A-339/1/3016, l. 12.

80. GARF 5446/44/976, l. 147 ; GARF 5446/48/3242, l. 14 ; 5451/29/397, l. 188.

81. Les secouristes recevaient ainsi un salaire identique à celui des femmes de ménage, GARF A-413/1/537, l. 168.

socialiste »⁸² de grands malades souffrant de traumatismes psychiques et/ou physiques, tandis que les organes locaux du parti et du Soviet les soutenaient tout au plus de quelques paroles bienveillantes. À l'issue des visites d'inspection, les directeurs, coupables véritables ou présumés étaient sanctionnés, ils étaient condamnés à payer une amende, ou, dans le pire des cas, ils étaient renvoyés⁸³. Cependant leurs successeurs, dont on attendait plus uniquement à cause de leur appartenance au parti⁸⁴, ne se rendaient pas mieux maîtres de la situation et la spirale des carences, des plaintes et des contrôles, reprenait. Le peu d'intérêt accordé aux établissements de soins dans les rangs des institutions de la RSFSR ne s'améliora en rien⁸⁵. Même un auteur comme Margarita Zinič, qui cherche à donner une bonne image des soins aux invalides en Union soviétique dans son étude sur la vie quotidienne des années de guerre et d'après-guerre, juge sévèrement la vie dans ces établissements :

Poussés par une cruelle nécessité, ceux-là mêmes qui avaient souffert pendant la guerre tentaient de rendre habitables les bâtiments et les territoires annexes qui leur avaient été attribués et devaient s'y installer sans tenir compte de leurs besoins et de leurs déficiences physiques. On a peine à dire aujourd'hui ce que les soldats mutilés de retour du front ont pu supporter comme abîmes de misère physique et psychique.⁸⁶

Les rapports d'inspection du ministère de l'Assistance sociale confirmèrent à maintes reprises que les invalides de guerre des deux premières catégories ne recevaient que le minimum de soins, la priorité des attentions revenant à la rapide reconstruction militaire et économique du pays. En revanche, l'on n'accordait aux vétérans les plus touchés que des installations de misère, où régnaient la faim, le froid, la saleté et la dureté. Certes, dans ces années 1940, les difficultés matérielles ne touchaient pas que les invalides de guerre mais toutes les victimes de la guerre, militaires et civiles, omniprésentes ; ces difficultés pesaient sur l'ensemble de la population. Cependant, ce sont ces institutions qui en pâtissaient le plus. Le rôle protecteur de l'État était en effet, depuis la « révolution d'en haut » de Stalin, le domaine le plus marginal du système social soviétique.

Faisant comme s'il ignorait tout des conditions de vie misérables des invalides de guerre et de leur lutte pour survivre dans les institutions publiques, le directeur adjoint du SNK, Starotoržskij, dont l'aveuglement était plus ou moins conscient, demanda lors d'une réunion des dirigeants de l'Assistance sociale en mai 1945 une série de travaux d'agrément :

Il est temps, camarades, de remettre de l'ordre dans toutes les institutions pour invalides sans exception, même dans leur apparence extérieure, il faut y installer

82. GARF 5451/29/167, l. 137, rapport sur l'hospice d'invalides de Moscou n° 2.

83. GARF A-413/1/537, l. 168-169 ; A-339/1/3016, l. 12, 17 ; in *Očerednye zadači...*, p. 44 ; RGASPI 17/117/518, l. 179.

84. GARF A-413/1/537, l. 169.

85. GARF A-339/1/2266, l. 114.

86. Zinič, *Budni voennogo liholet'ja*, p. 30.

le confort, rénover les bâtiments, aménager les terrains environnants, entourer les jardins en façade des bâtiments de clôtures tressées, faire de belles allées d'accès. La règle doit être maintenant que tous les hospices d'invalides soient entourés de bosquets ou de jardins ; il est indispensable que chacun d'entre eux dispose de véritables serres [...] Voilà à quoi doivent ressembler les hospices d'invalides, c'est une question d'honneur pour chaque directeur d'une administration locale ou régionale.⁸⁷

Dans les faits, beaucoup d'établissements ne purent cependant pas se débarrasser pendant des années de leur apparence d'asiles pour indigents. À l'abri des regards extérieurs, s'y entassaient d'innombrables invalides, sales, affamés, dépenaillés, qui recevaient à peine les soins les plus élémentaires dans des locaux humides, fétides et obscurs⁸⁸.

Amertume et ténacité

Dans beaucoup d'institutions les pensionnaires contrevenaient en permanence à la discipline et se laissaient aller, comme on le disait officiellement, à des « humeurs malsaines »⁸⁹. En fait ils essayaient simplement, tout banalement, d'accrocher des bribes de vie, en s'enivrant, se battant, et chahutant. Ils avaient en effet abandonné depuis longtemps l'espoir de mener à nouveau un jour une vie de famille et de travail normale. Aussi noyaient-ils leur amertume dans la vodka et les bagarres⁹⁰. Les plus sensibles s'effondraient, se suicidaient (souvent dès l'hôpital), les plus robustes se retenaient à tout ce qu'ils pouvaient encore trouver : les jeux d'argent et la violence, ou au moins le chahut. Les institutions ne proposaient aucune

87. Starotoržskij, mai 1945 in *Očerednye zadači...*, p. 53. Lors de cette réunion, le commissaire du Peuple adjoint pour l'Assistance sociale, Padežnov, souligna que tous les collaborateurs de son administration se devaient de transformer les hospices et les internats en institutions modèles car il n'existait pas de plus belle mission que celle de la protection sociale totale des invalides de guerre et du travail, *Ibid.*, p. 44.

88. RGASPI 603/1/3, l. 197, 200, très peu d'hospices et d'internats pour invalides de guerre se virent délivrer un rapport passable, sans parler de satisfaisant, par les inspecteurs des comités d'aide aux blessés, des syndicats ou du Narkomgoskon, mais un avis très satisfaisant a été attribué aux institutions d'Arhangel'sk et Ivanovo, 1942 ; « Spravka o rabote Dmitrovskogo doma invalidov moskovskogo regionnogo Otdela social'nogo obespečenija, o. D. [1944] » [Rapport d'activité de l'hospice d'invalides Dmitrov du service d'assistance sociale de la région de Moscou, o. D. 1944], GARF 5451/29/130, l. 112 ; GARF 5451/29/330, l. 70–72, Slobodskij dom invalidov [Hospice d'invalides Slobodskij], sd. [1949].

89. GARF A-413/1/363, l. 25 ; A-339/1/3016, l. 12 ; A-413/1/537, l. 33 ; GARF 5451/29/130, l. 112.

90. De telles manifestations de « l'état moral très bas » des pensionnaires, observées aussi dans les institutions caucasiennes, menaient au renvoi prématuré des plus inadaptés, GARF 9228/1/262, l. 131, « Ob organizacii i dejatel'nosti sanatoriev dlja invalidov Otečestvennoj vojny na kurentah K. M. B. s momenta ih organizacii po janvar' mes. 1944 goda » [De l'organisation et de l'activité des maisons de santé pour invalides de la Grande Guerre patriotique dans les villes de cure K.M.B. depuis leur mise en place jusqu'en janvier 1944]. Grigorij Čuhraj rapporte de véritables « révoltes » des blessés de guerre à Essentuki qui se regroupèrent même en bandes criminelles, *Moja vojna*, M., 2001, 62–63.

distraction, pas même de journaux⁹¹. Si jamais il y avait une radio, l'administration en faisait immédiatement sa propriété privée⁹². En conséquence, l'oisiveté et l'ennui régnaient partout⁹³. Les pensionnaires des institutions de soins généralistes du Narkomsobes étaient par contre beaucoup plus adaptés et n'élevaient aucune revendication⁹⁴. Mais ils n'étaient pas aussi jeunes que les invalides de guerre et n'avaient pas été coupés de leur avenir de manière aussi violente. Pas un rapport de visite d'internats pour invalides qui ne mentionne des beuveries, des sorties sans permission, des bagarres entre ces pensionnaires qui se débattaient avec un destin d'autant moins acceptable qu'il se déroulait dans ce triste environnement alors qu'il aurait pu éventuellement être un peu adouci dans des conditions plus dignes et humaines. Afin de rétablir l'ordre dans ces institutions, on proposa en 1946 de mettre à leur tête des officiers de réserve, chargés d'imposer à leurs pensionnaires une discipline de fer toute militaire. On espérait en outre de cette direction une intensification des rapports avec les « autorités locales » et, par là, une amélioration de l'alimentation et de l'équipement des internats. Cette proposition bénéficia certes du soutien de l'encadrement central de l'Armée rouge, mais échoua lorsqu'il s'agit de verser au futur directeur (*načal'nik*) une solde d'officier. Comme d'habitude, le ministre des Finances, Zverev, refusa la réforme pour des raisons budgétaires, et rien ne changea⁹⁵.

Après être passé par l'horrible expérience de l'hôpital militaire, presque aucun grand invalide ayant d'autres possibilités d'existence n'allait de son plein gré dans un internat⁹⁶. Cependant, certains invalides qui ne vivaient pas dans ces institutions étaient persuadés que leurs pensionnaires avaient des conditions de vie infiniment meilleures que les leurs « maintenant que tout y avait été installé »⁹⁷. Mais ceux qui y étaient faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour en sortir le plus vite possible. Ainsi, voici ce qu'écrivit un pensionnaire de l'hospice de Kuvakino au SNK central : « Je souhaite échapper à de tels soins car dans cet hospice on est démolé »⁹⁸. Il put sans doute persuader quelqu'un qu'il serait capable de travailler et quitta l'établissement. À peine « libre », il fut victime d'une agression où il perdit ses derniers vêtements, ses médailles et son dossier de rente. Et, comme ni la milice

91. GARF A-339/1/826, l. 16 ; A-413/1/537, l. 167, GARF 5451/29/167, l. 136. Au début, il était question que 30 %, puis plus tard 50 % des gains produits par le travail des pensionnaires dans les ateliers et les potagers des hospices, soient utilisés à des fins culturelles, rapport confidentiel de Suhov au comité central, RGASPI 17/131/36, l. 26 ; GARF 5446/44/976, l. 116, république des Mari et région d'Omsk.

92. GARF 5451/29/397, l. 188.

93. GARF 5451/29/130, l. 112, Spravka o rabote Dmitrovskogo doma invalidov...

94. Paleckih, *Social'naja pomošč' invalidam...*, p. 96.

95. GARF 5446/48/3242, l. 96-92, lettre à Kosygin, 8 juin 1946.

96. GARF A-339/1/2266, l. 115.

97. GARF 5446/44/976, l. 15, requête de trois grands blessés de guerre de Penza adressée au président du SNK central, V.M. Molotov, mai 1943.

98. GARF 5446/48/3245, l. 176, témoignage de Gerasimov.

ni le présidium du Soviet Suprême n'accorda d'attention à son cas, il passa le reste de sa vie mendiant et sans abri⁹⁹.

La déportation à Walaam ?

Beaucoup de ceux qui ont vécu dans l'Union soviétique d'après-guerre connaissent la rumeur selon laquelle, à la fin des années 1940, les grands invalides de guerre auraient été déplacés des grands centres urbains du pays vers des endroits reculés¹⁰⁰. Nombreux sont les Mémoires qui colportent ces bruits ou les prennent même pour argent comptant. Jusque dans les souvenirs d'une Américaine, Mary Leder, forcée à l'époque de vivre à Moscou, on peut lire : « Des rumeurs circulaient sur des institutions pour les manchots et les culs-de-jatte, situées dans des régions reculées où ils étaient soustraits à la vue de la population »¹⁰¹. On n'a cependant jusqu'ici retrouvé aucun document ou témoignage direct qui pourraient confirmer le soupçon souvent exprimé d'un éloignement forcé et systématique des grandes villes à cette époque¹⁰². Ceci n'est cependant pas la preuve que ces soupçons soient sans fondement. Les sources qui pourraient les corroborer pourraient avoir été détruites ou être encore tenues secrètes.

Un autre scénario est cependant beaucoup plus vraisemblable. Comme cela vient d'être évoqué, le Minsobes avait effectué jusqu'en 1948 une réduction drastique du nombre de places dans les internats pour invalides, soit parce que l'État ne souhaitait plus dépenser d'argent pour cela ou qu'il souhaitait se débarrasser de fauteurs de troubles. Cependant, la réduction des capacités d'accueil de ces institutions intervint justement au moment où ceux des invalides qui arrivaient à s'en sortir grâce à de petits négoce, perdirent leurs moyens de subsistance à la suite de la levée du rationnement alimentaire. En conséquence, le nombre d'invalides de guerre sans abris et réduits à la mendicité dut forcément considérablement augmenter dans les villes. Ils n'étaient plus aptes à travailler et, tels qu'ils étaient, mendiants mutilés et rappels

99. *Ibid.*, I. 178.

100. Voir par exemple, V. Kardin, « Lučšie gody našej žizni, ili počemu ja ravnodušen k antiutopijam » [Les meilleures années de notre vie ou pourquoi je suis indifférent aux antiutopies], *Ogonek*, 19, 1990, p. 17.

101. Mary M. Leder, *My Life in Stalinist Russia : An American Woman Looks Back*, in Laurie Bernstein, éd., Bloomington-Indianapolis : Indiana University Press, 2001, p. 279 ; Nina Tumarkin, *The Living and the Dead : The Rise and Fall of the Cult of World War II in Russia*, New York : Basic Books, 1994, et, dans sa suite, Catherine Merridale, *Steinerne Nächte : Leiden und Sterben in Rußland*, München : Blessing, 2001, élèvent ces rumeurs au rang de faits historiques.

102. Pour cet article, nous avons recherché, sans résultats, dans de nombreux dossiers de la milice et du parquet des preuves que des instructions avaient été données aux organes de la police dans le but de « débarrasser » systématiquement les villes importantes des grands invalides de guerre. Mais, étant donné le grand nombre des rumeurs allant en ce sens et leur persistance, il s'agit là d'une question qui devra faire l'objet dans l'avenir de recherches approfondies. Il en va de même pour l'histoire du cloître de Walaam et celle des innombrables autres institutions qui abritèrent des invalides de guerre après 1945.

vivants de la guerre, on n'en voulait pas. C'est sans doute pour ces raisons qu'ils tombèrent dans les filets des différentes campagnes contre la mendicité menées à partir de 1951 dans les grands centres urbains du pays, et, de là, transportés dans des lieux reculés¹⁰³.

D'après les informations fournies par le cloître de Walaam, des invalides de guerre y furent hébergés précisément à partir de 1952¹⁰⁴. Ce fait n'était absolument pas tenu secret du côté officiel puisque cette île était un but d'excursion prisé des touristes soviétiques. Cependant les invalides de guerre vivaient dans des conditions si misérables dans les bâtiments conventuels à moitié en ruines, qu'ils demandaient régulièrement l'aumône aux touristes¹⁰⁵. Ceux-ci, venus en vacances à Walaam en quête de repos dans un beau paysage, étaient violemment confrontés aux « horreurs de la guerre » incarnées par des invalides dans un état pitoyable :

Après de courtes escales dans de vieilles villes russes, nous avons accosté dans l'île de Walaam. Un tableau d'une indescriptible beauté s'offrit à nos yeux [...] Les passagers débarquèrent. À peine avions-nous mis le pied sur la rive que le tableau idyllique disparut. Des hordes d'invalides de guerre dévalaient vers le ponton le sentier pierreux et abrupt sur des petites voitures de fortunes ou appuyés sur des bâtons qui leur servaient de béquilles. Ils cernèrent les passagers, quémendant de la nourriture, de l'argent, de la vodka. Leurs visages étaient empreints de désespoir et de colère. C'étaient les invalides de guerre qui avaient été chassés des grands centres urbains après la guerre et transportés ici.¹⁰⁶

En guise de conclusion

Pour le Narkomsobes, la majorité des invalides de guerre des première et deuxième catégories n'avaient perdu que provisoirement leur capacité de travailler et pourraient recouvrer celle-ci rapidement par des mesures de réadaptation appropriées et donc reprendre une vie professionnelle. Les critères d'utilité sociale qui valaient pour l'ensemble de la population valaient aussi, sous une forme atténuée, pour les grands invalides de la Grande Guerre patriotique. Le devoir de protection sociale de l'État était d'ailleurs limité à ceux qui étaient absolument seuls et ne pouvaient être pris en charge par aucun proche. Déjà pendant les années de guerre, quelques milliers de places avaient été créées à leur attention dans des internats de travail et des internats-hôpitaux, où soins et réadaptation devaient aller de pair. Même si leur réseau était très lâche, les mauvaises conditions de la guerre aidant, ces institutions furent bien loin de se remplir de patients appropriés et leur nombre se réduisit rapidement. Beaucoup des grands invalides durent donc forcément manquer de soins

103. Voir l'article d'Elena Zubkova dans ce numéro.

104. <http://www.valaam.karelia.ru>.

105. V. Dobrov, « Avtografy vojny » [Guerres autographes], *Golos. Vserossijskij žurnal invalidov*, 1, 1993, p. 25-26 ; Grigorij B. Kravtšchik, *Dornenwege : Ein Leben unter Stalin*, Brême : Temmen, 1989, p. 93-94.

106. Kravtšchik, *Dornenwege*..., p. 93.

médicaux et du plus strict nécessaire puisque, comme on le sait, les rentes ne couvraient même pas le minimum existentiel. Certains arrivèrent à mettre au point des stratégies de survie personnelles et purent se ménager des niches sociales, chose alors possible dans le chaos des années de guerre et d'après-guerre. D'autres terminèrent leur existence dans des institutions isolées dans des endroits reculés, souvent dans d'anciens couvents à moitié en ruine. On aurait pu difficilement parler à leur propos de « la protection sociale totale » promise. La vie des pensionnaires était bien plutôt marquée par la faim, le froid, l'abandon et la misère, leur « protection sociale totale » ne figurait pas sur la liste des priorités de l'État.

La reconstruction économique et le renforcement de l'armée soviétique étaient prépondérants et absorbaient l'essentiel des ressources disponibles. L'État soviétique n'accordait par contre que très peu d'attention à ses soldats qui avaient perdu leur intégrité physique en défendant leur patrie. Sous Stalin, les intérêts du pays en tant que grande puissance avaient largement le pas sur les attentes sociales et les besoins des citoyens — en ce sens, l'après-guerre soviétique, donc le stalinisme tardif, fut marqué par une « restauration » qui rappelait la politique des années 1930. Non seulement les dirigeants politiques étaient toujours les mêmes mais, sur le plan de la politique sociale, le potentiel de changement qu'aurait pu représenter la guerre resta très limité.

(Traduit de l'allemand par Christine Grosse)

*Universität Heinrich Heine, Düsseldorf,
Département d'Histoire*

fieseler@phil-fak.uni-duesseldorf.de